

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/156
4 juin 2004

(04-2362)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

RÉEXAMENS CONCERNANT LES NOUVEAUX EXPORTATEURS (ARTICLE 9.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING)¹

Communication des États-Unis

La communication ci-après, datée du 24 mai 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Les États-Unis et d'autres Membres ont proposé précédemment que le Groupe de négociation sur les règles étudie les clarifications et améliorations à apporter à l'article 9.5 de l'Accord antidumping afin d'éviter le recours abusif à la procédure relative aux "nouveaux exportateurs" dans le cadre des procédures antidumping.² À notre avis, l'article 9.5 visait à établir un équilibre entre les besoins des nouveaux exportateurs légitimes et ceux des branches de production nationales subissant un dommage qui souhaitent faire en sorte que les ordonnances antidumping restent effectives, en tenant compte aussi de la nécessité d'une administration efficace de cette procédure. Toutefois, notre propre expérience et, semble-t-il, celle d'autres Membres également³, montrent que, si de nombreuses demandes de calcul d'une marge de dumping individuelle au titre de la procédure prévue à l'article 9.5 émanent de nouveaux exportateurs légitimes, cette disposition fait l'objet d'un abus croissant de la part d'exportateurs qui demandent sans motif légitime à être traités comme de nouveaux exportateurs.

Comme nous l'avons déjà noté dans le document TN/RL/W/72, certains exportateurs ont découvert qu'ils pouvaient tirer parti du temps que mettent les autorités pour déterminer si une demande de statut de nouvel exportateur est légitime. Une société dont il a déjà été constaté dans le cadre de l'enquête qu'elle pratiquait le dumping peut simplement se doter d'une nouvelle identité commerciale et effectuer, pour un client participant à la collusion, une vente modeste et cependant à un prix anormalement élevé. La nouvelle entité peut ensuite demander un réexamen concernant les nouveaux exportateurs, sans cependant révéler son lien avec la société qui a déjà fait l'objet de l'enquête. Pendant qu'on procède au réexamen, la nouvelle entité peut librement exporter sa marchandise tout simplement en constituant une caution ou autre forme de garantie. Cet arrangement offre à la société initiale la possibilité d'exporter par l'intermédiaire de l'entité nouvellement constituée et de pénétrer sur le marché avec des marchandises à très faible prix.

¹ La délégation des États-Unis a demandé que le présent document, qui a été présenté au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/60), soit aussi distribué en tant que document formel.

² TN/RL/W/72, 19 mars 2003; TN/RL/W/110, 22 mai 2003; voir aussi le document TN/RL/W/81, 23 avril 2003.

³ Voir, par exemple, les documents TN/RL/W/100, 6 mai 2003 et TN/RL/W/110, 22 mai 2003.

Si cet arrangement n'est pas découvert au cours du réexamen, la nouvelle entité ne recevra pas de marge ou en recevra une qui est très faible, et pourra continuer d'approvisionner le marché avec la marchandise de la société initiale. Même si l'arrangement est découvert au cours du réexamen, la société initiale aura réussi à retarder de plusieurs mois, voire de plusieurs années, l'imposition de droits antidumping sur ses exportations par le biais de sa nouvelle entité. Pendant ce temps, les circonstances ayant causé un dommage grave à la branche de production nationale, qui avait déjà établi son droit à la protection en vertu de l'Accord antidumping, peuvent se poursuivre sans discontinuer. Un exportateur peut maximiser cet effet en créant un réseau d'affiliations extrêmement complexe entre lui-même et la nouvelle entité; plus ce lien est complexe, plus le temps nécessaire aux autorités pour découvrir que la nouvelle entité est liée à l'exportateur connu sera long, et plus le risque que ce lien ne soit jamais découvert sera élevé.

Les États-Unis estiment qu'il est de l'intérêt de tous les Membres de prendre des mesures pour mettre un terme à cette pratique abusive qui compromet l'efficacité des lois régissant les mesures correctives commerciales et provoque des retards dans la conduite des réexamens concernant les nouveaux exportateurs légitimes. Ils estiment que les mesures ci-après sont nécessaires pour clarifier et améliorer l'article 9.5 de l'Accord antidumping, et qu'il conviendrait aussi d'étudier les clarifications qu'il conviendrait d'apporter à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires à cet égard en ce qui concerne les procédures en matière de droits compensateurs.⁴

1. Prévoir que les réexamens concernant les nouveaux exportateurs au titre de l'article 9.5 pourront être effectués en deux phases. Dans la première phase, l'autorité examinera les éléments de preuve présentés par l'exportateur pour montrer qu'il n'est (ainsi que le prescrit déjà l'article 9.5) "lié à aucun des exportateurs ou des producteurs du pays exportateur qui sont assujettis aux droits antidumping frappant le produit". Une fois confirmée l'exactitude des éléments de preuve présentés par l'exportateur, elle passera à la seconde phase. Au cours de la seconde phase, l'autorité recueillera des renseignements et calculera la marge de dumping individuelle pour le nouvel exportateur. Pendant cette seconde phase, aucun droit ne sera perçu mais les autorités pourront surseoir à leur évaluation et/ou demander des garanties.
2. Prévoir que, pour avoir droit à un réexamen au titre de l'article 9.5, l'exportateur doit avoir réalisé au moins une expédition en quantités commerciales vers le Membre importateur et, par ailleurs, établir sa bonne foi et son intention d'exporter durablement vers le Membre importateur.
3. Préciser que si elle détermine, dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 9.5, qu'une société est, en fait, liée à un exportateur ou un producteur visé par une mesure antidumping, l'autorité pourra tirer une déduction défavorable au titre de l'article 6.8 en ce qui concerne le niveau des droits applicables à l'entreprise requérante et, si des circonstances appropriées le justifient, à l'exportateur ou au producteur lié.
4. Afin de faciliter le bon déroulement des réexamens, prévoir que les réexamens au titre de l'article 9.5 pourront être effectués selon le même calendrier que les procédures normales de fixation des droits et de réexamen.

⁴ Voir le document TN/RL/W/104, 6 mai 2003, qui préconise une plus grande symétrie entre les dispositions de l'article 9.5 de l'Accord antidumping concernant les nouveaux exportateurs et l'article 19.3 de l'Accord SMC.